

PASCAL COUCHEPIN

Président de la Confédération suisse

Sénèque a dit que la chance est une rencontre de la préparation et du hasard. Je pense que Thierry de Montbrial a la chance d'organiser cette réunion à un moment crucial de l'histoire de l'humanité. Je tiens à l'en féliciter.

Thierry de Montbrial, dans son introduction, a rappelé que nous partageons des valeurs universelles, c'est-à-dire les droits de l'homme et la démocratie, mais bien sûr les façons dont ces valeurs sont appliquées dans les différents pays n'en sont pas moins diverses. Sortir de ce contexte d'unilatéralisme ou même la tentation de le faire n'a pas toujours été facile. Alors, quelle relation y a-t-il entre cette tentative et les valeurs universelles?

Paradoxalement, on pourrait presque dire que les États-Unis ont une forme de conviction marxiste. En d'autres termes, l'administration Bush a agi comme si l'infrastructure déterminait la superstructure. Concrètement, la croyance dominante est que, s'il y a un parlement dans un pays qui n'est traditionnellement pas démocratique, ou si nous venons d'organiser des élections dans un pays non démocratique, ou si nous créons des cours et tribunaux dans un pays qui ne connaît pas le rôle de la loi, automatiquement la démocratie commencera d'exister et il y aura un respect des droits de l'homme. Bien sûr, cela est rarement le cas. L'unilatéralisme a une certaine forme d'idéalisme parce qu'il triomphe, mais nous savons tous maintenant que ça ne peut pas se passer de cette façon, que nous vivons dans un monde multilatéral et que nous avons à prendre en compte les intérêts de tous sous toutes leurs formes, et des situations très diversifiées.

Maintenant, en réalité, quelle est la situation? Je sais qu'il est toujours préférable de séparer la politique de l'économie, l'économie des droits de l'homme et de l'environnement, et ainsi de suite. Mais si nous regardons seulement la scène politique, les choses ne vont pas si mal après tout dans le monde. Nous n'avons pas vraiment trouvé de solutions à toutes les crises, loin de là. Mais nous avons appris, dans une certaine mesure, à gérer ou à atténuer ces crises, comme en Géorgie etc. Certains mécanismes ont été automatiquement mis en œuvre pour faire en sorte que la crise soit endiguée. Nous essayons de trouver des solutions le plus rapidement possible. La plupart du temps, nous trouvons la solution, ce qui est plutôt positif. Cela nous donne confiance, car nous pouvons dire qu'au moins dans le domaine politique, le monde a maintenant plus ou moins appris à gérer de telles crises(, au moins les crises politiques).

Nous savons aussi comment gérer les progrès et les droits de l'homme. Nous avons créé des organismes à cet effet. Ils ne fonctionnent pas parfaitement, mais ils ont le mérite d'exister. Pouvez-vous imaginer que de nombreux pays doivent faire des rapports à la Suisse, à Genève, sur les efforts qu'ils font dans le domaine des droits de l'homme? Ils doivent faire une évaluation de la situation des droits de l'homme dans leur propre pays. Je pense que nous avons fait des progrès là aussi. Et je pense qu'en allant de l'avant et en mettant en œuvre les réformes nécessaires, nous nous dirigeons vers une forme de gouvernance mondiale satisfaisante.

Toutefois, il existe quelques domaines où il reste encore beaucoup à faire. L'environnement en est un. L'environnement est un problème majeur et il le demeurera pour les 50 prochaines années. Nous sommes à la recherche de solutions par le biais du Protocole de Kyoto, mais actuellement, avec la crise financière, personne ne semble y accorder beaucoup d'attention. Heureusement que nous n'avons pas été contraints de choisir entre l'environnement et un autre domaine. Je pense que, compte tenu des événements récents, l'environnement n'a plus été à l'ordre du jour, alors que je pense qu'il devrait rester une priorité, parce que cela va être un problème majeur dans les dix ou vingt prochaines années. Il en va de même pour l'énergie.



Maintenant, qu'en est-il du domaine économique? Nous avons vu les problèmes avec l'échec des négociations de l'OMC. Avec l'actuelle diversité au sein de l'OMC, l'institution est-elle encore capable de fonctionner sur la base de l'unanimité? Je pense que quelqu'un a parlé d'une OMC à deux vitesses. Et à ce moment-là, Pascal Lamy, qui représentait l'UE a dit que les politiciens aimeraient cette idée alors que les hommes d'affaires la haïraient. Donc, je pense que nous devons chercher de nouvelles solutions et de nouvelles méthodes pour aller de l'avant avec l'OMC.

Et il y a également le domaine financier. Le silence total du FMI me laisse perplexe. Le FMI était silencieux avant la crise. Il est particulièrement silencieux, même en ce moment. Et j'espère qu'il finira par sortir de son silence. Il va y avoir une réunion à Washington dans les jours qui viennent. Mais, pour revenir au FMI, c'est une institution financière très puissante. Il a des fonds, il a de l'expérience, il a de l'expérience mais il est resté silencieux.

Et il y a le G8. Il est toujours préférable que les gens se parlent, plutôt que de ne pas communiquer les uns avec les autres. Très souvent, dans ces sommets, il y a des échanges de poignées de mains, éventuellement des photos, etc, et puis tout le monde retourne chez soi. Un des problèmes du G8 est que de grands pays émergents comme la Chine ne sont pas présents. S'agissant de la crise actuelle, nous pouvons être reconnaissants à la Chine: si elle avait décidé de retirer ses avoirs des différentes banques, la crise aurait tourné à la catastrophe. Mais jusqu'à présent, elle aussi est restée silencieuse. Jusqu'à maintenant, elle a agit de façon responsable. Je pense que le principal problème est d'édifier la gouvernance dans le domaine économique, pas un super-État, mais un instrument efficace qui mettra en place toutes les garanties nécessaires pour éviter une telle crise, y impliquant tous les leaders de la finance, les ministres, etc.

Maintenant, comment pouvons-nous rétablir la confiance? Il n'y a pas de solution miracle. Il n'y a pas de réponse unique à cette question. Je pense que la confiance doit être construite sur la durée. Et je crois que, s'il y a un côté positif dans cette crise, il y en aura un seul, c'est qu'elle aura forcé les hommes d'État du monde entier, quelque soit leur couleur, à être responsables et à agir sur le long terme, et à faire des promesses qu'ils peuvent tenir. Les hommes politiques doivent dire ce qu'ils font et faire ce qu'ils disent. Ainsi, dans l'avenir, nous espérons que nous allons tenir nos promesses et qu'une fois que nous aurons donné notre parole, nous la tiendrons. Mais bien entendu cette idée de rétablir la confiance ne peut pas être réalisée du jour au lendemain.